

# «Ras le bol d'être le bouc émissaire de politiques ratées» : les maraîchers nantais se défendent d'être à l'origine des bidonvilles

Par [Laurène Trillard](#)

Publié il y a 56 minutes

 SUIVRE



Image d'illustration. [savoieleysse / stock.adobe.com](#)

**En tant qu'employeurs de Roms vivant dans des bidonvilles, la métropole compte sur la contribution des maraîchers pour l'aider à réduire les campements. Ces derniers rappellent qu'ils n'ont aucune obligation réglementaire en la matière.**

*Le Figarot Nantes*

Le 11 juin 2023, la Fédération des Maraîchers Nantais s'était fait dégrader ses terres par des militants écologistes au détour d'une manifestation. Un an plus tard, si l'attaque est moins frontale, voici les maraîchers à nouveau visés. À l'aube du démantèlement d'un des plus gros bidonvilles de France, ils ont été publiquement invités à prendre leur part dans l'évacuation des campements abritant au moins 700 personnes au niveau de la prairie de Mauves, à Nantes.

Interrogée lors d'une conférence de presse précédant le conseil métropolitain sur le nombre précis de personnes migrantes d'Europe de l'Est présentes sur le territoire, la proutidente de Nantes Métropole, Johanna Rolland, a répondu que *«si on compare par rapport à la moyenne des départements français, oui il y a une situation importante, et qui est notamment liée - je le dis car ça doit faire partie des éléments de solution - à l'activité de maraîchage»*. Et l'élue PS d'ajouter : *«Et si nous voulons avancer collectivement, il faudra que chacune et chacun se mette là aussi autour de la table pour apporter sa part de contribution à la résolution collective des questions»*.



## ***Ras le bol d'être le bouc émissaire de politiques ratées dont nous ne sommes pas responsables***

Régis Chevallier, proutident de la Fédération des Maraîchers Nantais

*«Ras le bol d'être le bouc émissaire de politiques ratées dont nous ne sommes pas responsables»*, a réagi le proutident de la Fédération des Maraîchers Nantais, Régis Chevallier, dans une lettre ouverte envoyée à Johanna Rolland en ce début de semaine. *«Jamais les élus de la majorité à Nantes Métropole n'ont pris soin de contacter la profession maraîchère pour engager un dialogue et une action commune»*, affirme-t-il. D'autant que *«le logement ne fait pas partie de nos attributions. Nous n'avons pas l'obligation de fournir un logement à nos salariés et stagiaires, qu'ils soient en CDI, en CDD, en contrat saisonnier ou d'intérim, qu'ils soient de nationalité française ou non.»*

*«Moi en tant que maraîcher, je ne suis pas responsable de la politique de la ville. C'est difficile d'entendre des accusations sur un sujet où on n'a aucune obligation réglementaire»*, détaille-t-il au Figaro, joint par téléphone. *«Dommage de ne pas avoir l'énergie de venir nous voir»*. La filière s'est sentie d'autant plus visée que certains employeurs se démènent pour trouver des projets de logements pour leurs travailleurs : *«on est choqué car c'est un sujet épineux, sur lequel on est au travail à notre niveau, ce n'est pas acceptable de se prendre 3 articles de presse»*. En outre, chaque année, ils remettent un brin de muguet à un élu au moment de la fête du travail et ont une convention de partenariat avec l'institution.

## **La faute à qui ?**

Régis Chevallier précise que la filière embauche environ 2500 CDI, entre 2500 et 3000 CDD, avec un pic éphémère de 5000 à 6000 contrats au moment de la récolte du muguet. *«Oui certains vivent en bidonville mais pas la majorité»*, affirme-t-il, en ajoutant que les statistiques n'existent pas en la matière. Et de poursuivre : *«je veux bien proposer des solutions mais quand on propose solutions de logement en zone agricole par exemple, c'est interdit»*.

Le 28 juin, lors du dernier conseil métropolitain, Rodolphe Amailland, maire de Vertou et proutident de l'Association des maires du Vignoble de Nantes, a aussi fustigé ces critiques. «*J'en ai un peu assez d'entendre que c'est de la faute des employeurs, des maraîchers, des viticulteurs dans le vignoble nantais parce qu'ils emploient les Roms sur des travaux pour lesquels ils rémunèrent d'ailleurs parfaitement légalement, et que c'est de leur faute s'il y a des bidonvilles*».

Et d'insister : «*J'en ai assez, je le dis : les maraîchers, les viticulteurs emploient nombre de personnes dans leurs exploitations. Ils emploient des Français, des salariés de nombre de nationalités et ça ne pose aucun problème. Pour autant, il n'y a que les Roms qui occupent de manière illicite les terrains sur lesquels ils vivent. Les autres nationalités, qui sont employées par ces mêmes employeurs, ne posent de problème à personne.*»

## Une réunion à la rentrée

«*Nantes Métropole s'étonne de la lecture qui est faite de propos tenus en Conseil métropolitain et qui visaient simplement à rappeler la nécessité, partagée par tous, de continuer, sur ce sujet majeur qu'est la résorption des bidonvilles, de travailler avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les employeurs des personnes concernées*», indique la collectivité au *Figaro*, en rappelant le travail mené avec eux depuis des années. «*Une convention sur les enjeux de l'emploi a été signée entre la Fédération des maraîchers nantais et l'Atdec, agence de Nantes Métropole en charge de l'emploi. Par ailleurs, des premiers échanges ont eu lieu sur la stratégie métropolitaine de résorption des bidonvilles et vont se poursuivre, une nouvelle réunion sera proposée à la rentrée prochaine avec les élus concernés*».

La filière maraîchère préférerait quant à elle, comme indiqué dans sa lettre, ne pas être une cible mais «*une actrice du territoire respectable et créatrice de valeur pour le territoire*».

## La rédaction vous conseille

- **Loire-Atlantique : un appel à témoins après une tentative d'enlèvement de mineure**
- **Nantes : une enquête ouverte après la découverte du cadavre d'une femme dans un local de ménage**
- **Affaire des anges disparus de la basilique de Nantes : une statue bientôt rapatriée d'Espagne**

## Sujets

bidonville

Roms

johanna rolland

---